
 BIJDRAGE

L'influence de la libre pensée dans l'idéologie scolaire du socialisme belge (fin 19e-début 20e s.)

Baudouin Groessens, licentiaat geschiedenis UCL

Souvent assimilée aux 'Gauches laïques', ou mieux à un pseudo 'pilier laïque', réduite à un réformisme aux accents 'pragmatiques' et 'opportunistes', l'idéologie scolaire du socialisme belge est considérée par de nombreux auteurs comme un pur produit d'importation du libéralisme. Pourtant, il est possible de concevoir, au-delà des événements conjoncturels, une doctrine socialiste plus ou moins originale et homogène en matière d'enseignement⁽¹⁾. Cette doctrine porte plus particulièrement la marque de la libre pensée, cela tant au niveau des idées politiques que pédagogiques.

Genèse d'une idéologie scolaire réformatrice

L'élaboration d'une idéologie socialiste passablement cohérente en matière d'enseignement fut longue et malaisée, se heurtant constamment aux nombreux conflits qui éclatèrent entre les différentes écoles socialistes au cours de la seconde moitié du 19e siècle. Dans notre pays, c'est plus particulièrement l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) qui fit connaître, au cours des années 1866-1875, les débats doctrinaux qui divisaient les socialistes sur le terrain de l'enseignement. En effet, bien que l'AIT réussit à concilier toutes les tendances autour des thèses pédagogiques de Fourier et de Proudhon sur l'éducation intégrale; l'obligation, la gratuité et la liberté d'enseignement ont longtemps opposé les 'antiautoritaires',

proudhoniens et anarchistes, aux 'autoritaires-étatistes', réformistes et sociaux-démocrates⁽²⁾. Les antiautoritaires subordonnent toutes réformes scolaires à l'édification du socialisme et condamnent donc l'enseignement public, gratuit et obligatoire. Néanmoins ils se sont efforcés de constituer au sein de la société capitaliste un réseau d'écoles issu de leur propre initiative, en vue de former un type humain totalement émancipé, capable de bâtir une nouvelle société sur les ruines de la précédente. En revanche, les autoritaires, principalement les réformistes bruxellois et les sociaux-démocrates gantois, souhaitent, conformément à leur conception du socialisme, améliorer dès à présent le sort des travailleurs, sinon supprimer les inégalités sociales, notamment en rendant l'école obligatoire, gratuite, laïque et publique.

Si les thèses antiautoritaires connurent beaucoup de succès jusqu'au milieu des années 1870, principalement en région verviétoise et liégeoise, les idées réformistes - qui s'inspirent largement du programme de Gotha des sociaux-démocrates allemands. (1875) - triomphèrent dans les années 1875-1885, corrélativement au processus de politisation et de structuration interne du mouvement ouvrier belge. Aussi, la revendication d'une école laïque, publique, obligatoire et gratuite se trouve-t-elle incorporée dans le programme de fondation du Parti Ouvrier Belge (1885) et la célèbre Charte de Quaregnon (1894) en traite assez longuement sous le titre *Programme de réforme de l'enseignement*⁽³⁾. Dès lors, la doctrine 'officielle' défendue par le POB en matière d'enseignement consiste à 'réformer' l'ensemble du système scolaire belge, en réclamant d'une part, sur le plan politique, un enseignement laïque, public, obligatoire et gratuit, d'autre part, sur le plan pédagogique, un enseignement intégral. Ces thèmes qui ont orienté la politique scolaire menée par le POB, du moins jusqu'en 1914, s'inspirent bien, sous une forme ou une autre, de la libre pensée. Cette influence peut aisément s'expliquer par les liens idéologiques et personnels patiemment tissés tout au long de la deuxième moitié du 19^e siècle, entre le socialisme et la libre pensée.

Libre pensée et socialisme (1860-1894): une symbiose originelle?⁽⁴⁾

La plupart des auteurs reconnaissent que le socialisme belge, tant au niveau de sa base militante que de ses cadres dirigeants, est né et s'est développé en osmose avec la libre pensée. En 1913 déjà, Jules Bufquin Des Essarts explique dans le *Liber memorialis des fêtes du cinquantenaire de la fondation de la Libre Pensée de*

Bruxelles, que pour lui ce n'est pas tellement l'idéal matérialiste, mais bien plutôt l'idéal rationaliste qui est à l'origine du socialisme.

"L'histoire de la politique belge prouve que la libre pensée est à l'origine et dans le développement de la démocratie et du socialisme. Et lorsqu'on pénètre dans le détail de l'évolution suivie, lorsqu'on remonte aux causes des mouvements éclos et que l'on cherche la psychologie de leurs initiateurs, on constate que le mobile matérialiste n'est que l'élément occasionnel, tandis que l'influence mystérieuse, primordiale et déterminante réside dans la puissance de l'esprit rationaliste"⁽⁵⁾.

Dès les années 1860, les sociétés rationalistes ouvrières (L'Affranchissement, Les Solidaires, etc.) ont effectivement joué un rôle de première importance dans le lent essor du socialisme belge. Ces associations ont non seulement constitué les premières sections belges de l'AIT, mais elles ont surtout assuré la survie du socialisme dans ses moments de défaillance et de crises internes, après le déclin de l'Internationale. Il faut dire que, conjointement au phénomène de déchristianisation des grands centres industriels du pays, de nombreux ouvriers associaient étroitement l'Eglise au pouvoir établi et au système capitaliste, et confondaient tout naturellement la lutte contre l'Eglise et la lutte contre le Capitalisme. Les organes de ces cercles de libre pensée ouvrière - *La Tribune du Peuple*, *Le Proletaire*, *Le Drapeau* etc. - se plaisaient d'ailleurs régulièrement à dénoncer "*l'alliance du coffre-fort et de l'autel*"⁽⁶⁾.

De même, une partie de la bourgeoisie intellectuelle radicale passée au socialisme proudhonien au cours des années 1860, les Hector Denis, Guillaume De Greef, Eugène Hins et César De Paepe, était intimement persuadée que l'émancipation de la classe ouvrière et plus généralement la libération de l'homme étaient nécessairement subordonnées à une lutte contre

l'Eglise. Aussi ces intellectuels pensaient-ils sincèrement que le socialisme et la libre pensée allaient de pair et militaient-ils simultanément pour l'affranchissement matériel et moral de la classe ouvrière, tant au sein de la libre pensée qu'au sein du mouvement ouvrier. Sur le plan des idées philosophiques, ces intellectuels ont évolué, sous l'influence combinée de Proudhon et du positivisme - voire du matérialisme pour De Paepe - vers un agnosticisme ou un athéisme parfois nettement antireligieux⁽⁷⁾.

Au cours des années 1885-1894, les liens entre le socialisme et la libre pensée furent encore sensiblement renforcés par la présence des catholiques au pouvoir et par l'osmose relative régnant alors entre le socialisme et le radicalisme. Durant cette période, la Fédération Nationale des Sociétés de Libres Penseurs, réunissant depuis 1885 les sociétés de libre pensée ouvrière et bourgeoise qui avaient jusque-là évolué séparément, facilita la conclusion d'alliances teintées d'anticléricalisme et de réformisme (lutte en commun pour l'obtention de Suffrage Universel etc.), entre les radicaux et les socialistes⁽⁸⁾. En outre, ces années ont vu de nombreux libéraux rejoindre les rangs du socialisme. Du reste, certains intellectuels militant désormais au POB continuaient à fréquenter les radicaux au sein de groupes de pression laïques, comme la Libre Pensée de Bruxelles, quelques loges maçonniques et, dans une moindre mesure, la Ligue de l'enseignement.

On peut donc dire qu'à la fin du siècle dernier des liens étroits et multiples unissaient le socialisme et la libre pensée: de nombreux cercles de libre pensée étaient directement affiliés au POB, un grand nombre de socialistes s'occupaient également de propagande rationaliste, les deux mouvements ont milité au coude à coude pour le SU et pour l'instruction obligatoire etc. Bien plus, l'influence de la libre pensée se manifeste

également dans le rôle que le socialisme belge accorde à la morale (solidarité humaine, fraternité, tolérance etc.), comme facteur révolutionnaire à part entière. En effet, la Charte de Quaregnon insiste pour que toute réforme socio-économique structurelle soit accompagnée d'une transformation morale de la société par "le développement des sentiments altruistes et la pratique de la solidarité". Cette conception 'intégrale' du socialisme, envisagée tant sous l'angle d'une libération matérielle que morale et intellectuelle de la classe ouvrière, est défendue à Quaregnon par Emile Vandervelde:

"Allons-nous dire que le socialisme n'est qu'une question de ventre [...]. La réforme morale du monde doit marcher de pair avec le socialisme. Nous voulons devenir meilleurs et nous le voulons par la pratique de l'association et de la solidarité [...]. Nous sommes des socialistes intégraux. Nous voulons que la société socialiste soit faite d'hommes libres"⁽⁹⁾.

Eloignées du marxisme, ces thèses - assez proches de la tendance humaniste du socialisme français qu'incarne bien Jean Jaurès - sont généralement attribuées au français Benoît Malon, mais aussi à l'humanisme rationaliste très 18e siècle des Denis, De Greef et De Paepe, qui militaient tous au sein de la libre pensée.

Les relations étroites tissées entre les deux mouvements (socialiste et libre penseur) contribuèrent nettement à identifier le Parti Ouvrier Belge, surtout aux yeux des catholiques et des libéraux doctrinaires, à un parti anticlérical composé de 'révolutionnaires athées'. C'est d'ailleurs cet anticléricalisme militant qui, selon de nombreux auteurs, représente une des spécificités du socialisme belge. Néanmoins, cet 'anticléricalisme socialiste' ne se traduit pas toujours par un athéisme antireligieux, mais varie selon les différentes sensibilités coexistant au sein du POB. Certes, tous les socialistes dénon-



Carte postale du POB contre la loi scolaire de 1911

cent le glissement du religieux au civil en adhérant aux grands principes qui définissent la laïcité: séparation du religieux et du profane, indépendance absolue de l'Etat à l'égard des Eglises, liberté de conscience individuelle⁽¹⁰⁾, égalité de tous - croyants ou non - devant la loi, non-intervention du clergé dans les affaires publiques et civiles etc. Tous les programmes politiques des socialistes réclament au nom de la liberté de conscience une séparation totale entre l'Eglise et l'Etat, ce qui implique notamment une suppression du budget des cultes et une sécularisation des services publics. Aussi, dans le domaine scolaire, tous les socialistes plaident-ils pour une école "dégagée de l'influence cléricale" et s'opposent-ils à la loi scolaire de 1895 qui rétablit l'obligation de l'enseignement de la religion dans les écoles publiques, sauf dispense dûment signée par le père de famille: "Halte! Hommes noirs, ne bougez pas!

*Restez-là, où l'on vous celle
Halte! ne risquez plus un pas
Pour vous introduire à l'école
Ténébreux serviteurs de Dieu
Soutien d'une cause maudite,
Là sont écrits en mots de feu:
Aux prêtres, entrée interdite"⁽¹¹⁾.*

Outre la laïcisation des écoles publiques et la défense des prérogatives de l'Etat en matière d'enseignement, les socialistes s'efforcent, aux côtés des libéraux, de freiner l'expansion des écoles libres, dans leur grande majorité aux mains des catholiques, et refusent toute intervention financière de l'Etat au profit de ce réseau libre⁽¹²⁾.

Mais au-delà de cette opposition radicale à toute confusion entre la société religieuse et la société civile, les conceptions divergent. Les plus intransigeants s'en prennent directement au sentiment religieux et avec lui à 'l'homo religiosus', dans la mesure où, pour eux, le fait reli-

gieux menace le progrès de l'humanité et empêche l'épanouissement de consciences libres et critiques. Dénonçant l'incompatibilité entre la foi et la raison, entre la science et la religion, et plus encore entre l'Eglise et la 'modernité', ces socialistes qui sont affiliés pour la plupart à une association de libre pensée - les Hins, Denis, De Greef, Des Essarts etc. - professent un anti-cléricalisme volontiers incisif, aux résonances rationalistes, positivistes et parfois même matérialistes⁽¹³⁾. Rejetant désormais toutes formes de vérités révélées, se refusant à toute spéculation métaphysique, ils considèrent la science comme une source intarissable de progrès capable de comprendre, voire d'améliorer la réalité. Ces socialistes estiment donc que la science doit être à la base de tout enseignement, principalement afin de développer chez l'élève son sens de l'observation et ses facultés d'analyse. Bien plus, ils proclament leur foi dans la capacité de l'homme à accéder par les seules forces de sa raison - donc sans l'aide d'un absolu révélé - à sa propre moralité et à celle de l'humanité toute entière. Aussi, à leurs yeux, seule une morale scolaire 'indépendante' de tout contenu dogmatique, fondée sur la science et la raison, est capable de former des citoyens autonomes et critiques, susceptibles de produire leur propre société sans le recours à une autorité transcendante. Cette morale 'universelle', purement humaine et sociale, imprégnée de rationalisme et de positivisme, a notamment été développée en 1895 au Parlement par H. Denis, qui peut être considéré comme le maître à penser philosophique du POB et de la libre pensée:

"La morale, à la fin du 19e siècle, n'apparaît pas à l'humanité sur un nouveau Sinaï, au milieu d'éclairs et du tonnerre, révélant la majesté d'un législateur divin. Elle apparaît, avec une dignité sereine, au sommet de l'édifice des connaissances positives recueillie patiemment par l'humanité même, humaine dans ses origines, humaine dans ses fins"⁽¹⁴⁾.



Aimé Bogaerts, instituteur socialiste gantois, protagoniste de l'éducation intégrale (collection H. De Backer-D'Hollander)

Cette morale indéfiniment perfectible, point d'équilibre entre l'accomplissement du sujet-pensant et l'accomplissement de la société, doit aboutir, par le développement de la solidarité humaine et de la justice sociale, à l'édification universelle d'une 'communauté morale' assimilable à une sorte de socialisme mutualiste.

Si ces socialistes luttent pour affranchir la morale scolaire de toutes références religieuses, c'est toute l'éducation, en ce compris la pédagogie qui, selon eux, doit s'inspirer des principes rationalistes et scientistes. En effet, de nombreux socialistes libres penseurs reprochent à l'éducation chrétienne, fondée d'après eux sur le culte de la tradition et le respect absolu de la hiérarchie, d'entraver le libre épanouissement des individus et de leur inculquer la docilité aux dogmes. Au contraire, pour ces socialistes, l'éducation 'rationaliste' et 'moderniste', basée sur l'autonomie de la raison et sur les sciences positives, favorise l'éveil de toutes les facultés de l'individu et le prépare au libre jeu de l'initiative⁽¹⁵⁾:

"[...] l'esprit moderne, l'esprit des sciences impose l'idéal d'une éducation positive, émancipatrice et expansive, ayant pour but l'agrandissement de l'être et le développement de toutes ses facultés [...]. Que la génération qui nous oubliera reçoive de nous quelque chose du moins dont elle se souviene: l'éducation de la raison et de la science, cette éducation guérissante et libératrice [...]"⁽¹⁶⁾.

En Belgique, une telle pédagogie moderniste-laïque se développa d'abord dans les milieux de la bourgeoisie libérale progressiste. Cette 'éducation nouvelle', largement inspirée des travaux de Rousseau, Pestalozzi et Froebel, se donnait pour mission essentielle d'épanouir de façon équilibrée et harmonieuse toutes les capacités de l'enfant - intellectuelles, physiques et morales - principalement par un recours aux sciences de l'observation et aux méthodes intuitives-

actives, favorables à l'éveil de la créativité et de la spontanéité. Ce courant trouva une première expression concrète avec la fondation de l'école Modèle, à Bruxelles, en 1875, par la Ligue de l'enseignement⁽¹⁷⁾.

De leur côté, les socialistes militaient également pour une rénovation des méthodes pédagogiques en prônant une éducation intégrale - élaborée par les socialistes prémarxistes - assez semblable à celle qui se trouve dans les thèses pédagogiques défendues par les progressistes (méthodes intuitives-actives, sciences naturelles etc.) mais où l'accent est d'avantage placé sur la nécessité de combiner tout enseignement théorique avec une formation pratique et polytechnique, c'est-à-dire avec un apprentissage des différentes techniques de production⁽¹⁸⁾. C'est plus particulièrement aux cours des années 1868-1872, que les socialistes belges sont entrés en contact avec les thèses prémarxistes sur l'éducation intégrale, principalement par l'intermédiaire de Paul Robin, un pédagogue anarchiste français séjournant en Belgique. Robin élabora également pour la section bruxelloise de l'AIT un projet pédagogique sur l'éducation intégrale, consistant essentiellement à susciter l'auto-développement de toutes les aptitudes de l'enfant au moyen de méthodes actives et non-autoritaires⁽¹⁹⁾. Il eut même la chance de pouvoir réaliser son idéal pédagogique à l'orphelinat de Cempuis en France.

Les deux tendances - progressiste et socialiste - étaient en relations étroites et ont d'ailleurs mené en commun, au cours des années 1890, une campagne en faveur de l'éducation intégrale, dans les milieux de la libre pensée belge. Bien plus, Robin, resté en relation avec le monde pédagogique belge d'avant-garde, décida avec l'aide d'un groupe d'instituteurs socialistes et radicaux originaires de Gand et d'Anvers (ras-

semblés autour d'Aimé Bogaerts, Fons Christiaens et August Mortelmans, instituteurs libres penseurs et socialistes notoires), d'internationaliser son mouvement en créant une Association universelle d'éducation intégrale et en organisant une session internationale de pédagogie à Gand (1893). Concrètement, ces actions aboutirent à la création - par la libre pensée - de l'Orphelinat rationaliste de Forest (1894), lequel s'inspire largement de l'expérience tentée par Robin à Cempuis. Un esprit rationaliste et positiviste imprégnait l'éducation qui était tant intellectuelle et physique que manuelle, de manière à préparer l'orphelin à devenir un adulte autonome et responsable. On y pratiquait également une pédagogie intuitive-active et surtout la coéducation des sexes - chère à Isabelle Gatti de Gamond qui dirigea l'institution entre 1900 et 1903 - afin de susciter un esprit de 'famille' et une plus grande 'solidarité' entre les pensionnaires⁽²⁰⁾.

La doctrine d'Erfurt et la neutralité scolaire (1895-1914) ou la tentative de séparer la libre pensée et le socialisme⁽²¹⁾

Depuis l'entrée des socialistes au Parlement en 1894, de nombreux 'leaders' du POB tentent, principalement pour des raisons électorales, de tempérer l'anticléricalisme foncier du parti, de réduire les coalitions avec les libéraux et d'affirmer plus nettement leur adhésion à la lutte des classes. Inquiétés par l'apparition de la démocratie chrétienne, déçus par la politique d'alliance radicale-socialiste, ces 'élites' socialistes cherchent à se concilier l'électorat ouvrier resté pratiquant en affirmant que le POB est officiellement un parti de classe, luttant prioritairement pour le relèvement socio-économique de tous les travailleurs, sans distinction de croy-

ance. Afin de garantir la liberté de conscience à tous les membres du parti, ces cadres dirigeants se servent plus particulièrement de la doctrine social-démocrate allemande dite d'Erfurt qui proclame 'la religion affaire privée'. C'est plus spécialement E. Vandervelde, devenu au tournant du siècle le véritable 'patron' du POB et son théoricien le plus autorisé, qui exposa de façon assez claire les conclusions pratiques que les socialistes belges devaient tirer de cette doctrine⁽²²⁾.

Après avoir rappelé la priorité du facteur économique dans l'oeuvre d' 'affranchissement intégral de la classe ouvrière' menée par le socialisme, Vandervelde plaide pour l'union de tous les travailleurs, que ceux-ci soient croyants ou non, autour du POB. Il utilise la formule des sociaux - démocrates allemands, 'la religion affaire privée', pour garantir le respect de toutes les croyances et une plus grande tolérance dans le domaine religieux: le sentiment religieux relève uniquement de la sphère privée (la foi ne concerne plus que le for interne) et le socialisme "*en tant que parti*" doit observer une stricte neutralité dans ce domaine. Néanmoins, la 'religion affaire privée' condamne implicitement toute ingérence du religieux au sein de la société civile: la religion est une affaire privée et non publique! Autrement dit, Vandervelde plaide pour une séparation totale entre l'Eglise et l'Etat, l'Eglise catholique devant être traitée, conformément au droit commun, comme une association privée dépourvue de tout caractère public. Bref, il préconise l'indépendance du pouvoir civil, tout en prônant une neutralité prudente en matière de foi et de croyance. Ainsi dans le domaine scolaire, il reconnaît la liberté d'enseignement et le droit de l'Eglise à constituer son propre réseau d'enseignement, mais refuse - du moins au début - tout financement public du réseau libre. De même, d'après lui,

l'atmosphère régnant dans les écoles publiques doit simplement être neutre, c'est-à-dire se limiter strictement aux notions positives indiscutées et garantir le respect des convictions de chacun. Vandervelde conçoit même l'existence d'une histoire et d'une morale constituées de vérités élémentaires, étrangères à toutes spéculations métaphysiques ou philosophiques:

"Notre idéal, c'est l'école primaire définitivement soustraite aux influences politiques ou religieuses, et n'ayant d'autres objets, d'autres buts, que d'apprendre aux enfants riches ou pauvres, croyants ou incroyants, ces vérités élémentaires qui sont notre patrimoine commun, et qui peuvent par conséquent être enseignées à tous sans blesser aucune croyance"⁽²³⁾.

Autrement dit, Vandervelde envisage l'école comme un service public - accessible à tous les enfants, sans distinction de croyances ou de convictions politiques - qui se borne à dispenser des connaissances indispensables à tous et qui reste neutre dans tous les autres domaines. Pour lui, l'école doit s'évertuer à développer la personnalité de l'enfant au mieux de ses virtualités, afin que, plus tard, celui-ci soit capable de fixer ses choix selon ses inclinaisons personnelles:

"Nous ne demandons pas des écoles socialistes; nous demandons tout simplement de bonnes écoles, de bons instituteurs, un bon enseignement, qui arme les enfants pour la vie, qui développe leur sens critique, qui leur apprend à apprendre, qui les mette à même de choisir plus tard, en connaissance de cause, entre les doctrines contraires qui se disputent leur esprit [...]"⁽²⁴⁾.

Concrètement, quelques instituteurs socialistes se sont efforcés de rédiger des manuels de morale et de civisme. Ces manuels de morale laïque, certes indépendants de tout dogme mais qui s'abstiennent en général de porter atteinte au sentiment religieux, sont censés transmettre aux enfants; au moyen d'exemples édifiants

tirés de la vie de tous les jours, un ensemble de valeurs (respect de la loi, amour de la vérité, épargne, hygiène, tolérance, solidarité, etc) jugées indispensables à la formation du citoyen-responsable⁽²⁵⁾.

Néanmoins, bien que Vandervelde condamne l'anticléricalisme 'bête' et 'stérile' de certains socialistes issus du radicalisme, ceux qu'il appelle les 'francs-maçons mangeurs de prêtres', il conçoit une certaine forme d'anticléricalisme socialiste, dans la mesure où, pour lui, l'Eglise catholique ne se contente pas du domaine spirituel, mais prétend également régenter la vie morale et sociale, en prêchant la résignation aux dogmes et le respect des inégalités sociales. Aussi, entre une Eglise suspecte d'être du côté du pouvoir et le socialisme poursuivant la libération intégrale de la classe ouvrière, la lutte est, selon Vandervelde, inévitable. Il rejoint d'ailleurs, sous certaines formes, la critique que les marxistes adressent aux religions qu'ils considéraient, d'un point de vue social, comme des subterfuges inventés et utilisés par la classe possédante pour asseoir sa domination sur le monde ouvrier. Néanmoins, il ne va pas jusqu'à réduire le sentiment religieux à un pâle reflet de l'infrastructure économique, ni même jusqu'à prévoir la disparition de la religion avec l'avènement du socialisme. Au contraire, Vandervelde, qui se déclare agnostique - il prétendra toujours que la science reste impuissante devant les énigmes de l'Univers (origine, destinée etc.) - envisage le maintien d'une certaine forme de religion dans la société socialiste, expurgée toutefois de tout caractère 'autoritaire'.

Au fil des réunions du Conseil général du parti (1898, 1902, 1903, 1907, 1912), Vandervelde, rejoint par des hommes comme Jules Destrée⁽²⁶⁾, Edouard Anseele et Louis De Brouckère⁽²⁷⁾, se prononce de plus en plus nettement contre les



Aimé Bogaerts mettait l'idée de la coéducation en pratique

alliances avec les libéraux et finira en fin de compte par imposer la doctrine d'Erfurt au POB, malgré l'opposition constante de libres penseurs comme Hector Denis, Hector Conreur, Léon Troclet, etc.⁽²⁸⁾ Ainsi, si après l'échec de la grève de 1902 H. Denis parvint encore à maintenir intact l'anticléricalisme du POB en dépit d'un courant qui lui est foncièrement hostile⁽²⁹⁾, Vandervelde - et la doctrine d'Erfurt - l'emporte très clairement après la défaite du cartel de 1912. Du reste, Vandervelde se servira de la doctrine d'Erfurt pour justifier, en 1913, la désaffiliation des cercles de libre pensée dont l'anticatholicisme militant gênait les possibilités d'expansion électorale du socialisme dans les milieux chrétiens, principalement dans les campagnes et en Flandre: désormais le parti garantit le respect des convictions philosophiques et religieuses de tout individu qui adhère au programme du POB, mais refusera dorénavant l'admission en son sein de tout groupement philosophique ou religieux⁽³⁰⁾.

Différents facteurs permettent d'expliquer cette évolution qui aboutit à la rupture des liens entre le socialisme et la libre pensée. Tout d'abord, il faut dire que la politique suivie par les socialistes belges à l'approche de la Première Guerre mondiale consistait principalement, dans une optique social-démocrate, à accroître le bien-être général de la classe ouvrière au moyen de réformes progressives et légales votées par une majorité parlementaire démocrate-socialiste (obtention du SU, interventionnisme social etc.). Il devenait dès lors primordial pour les élus socialistes de s'assurer le soutien au Parlement - par-delà les clivages philosophiques - de toutes les forces démocrates disponibles. En outre, le POB s'efforçait en même temps d'attirer, dans une perspective 'travailleuse', l'électorat ouvrier chrétien. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que pour les marxistes - tendan-

ce minoritaire au sein du POB - l'anticléricalisme détourne le socialisme de la vraie lutte, celle contre le capitalisme. Tout ceci permet de comprendre pourquoi de nombreux dirigeants socialistes cherchèrent à tempérer l'anticléricalisme foncier du POB en proclamant la 'religion affaire privée' et en suscitant l'exclusion des cercles de libre pensée affiliés au parti. Pour les mêmes raisons, les élites du pilier socialiste tentèrent, au sortir de la Première Guerre mondiale, de mettre un terme à la querelle scolaire, en acceptant le financement public du réseau libre en échange d'une 'paix scolaire'⁽³¹⁾.

La volonté manifeste des élites socialistes, d'en finir avec le clivage philosophique - et par conséquent de conclure une 'trêve scolaire' - principalement afin de faciliter un rapprochement, voire un 'regroupement progressiste' avec les démocrates-chrétiens, mit un sérieux frein aux alliances anticléricales avec les libéraux. D'autant plus qu'à l'aube de la Première Guerre mondiale, le clivage de classe - qui domine les autres clivages et notamment le clivage Eglise/Etat qu'il recoupe - divise les Gauches laïques, entraînant dans son sillage le développement distinct d'un pilier socialiste privilégiant la lutte des classes et d'un pilier libéral s'orientant de plus en plus nettement vers une politique conservatrice. Autrement dit, chez les Gauches laïques, le phénomène de polarisation ne s'est pas effectué sur base d'une même tradition anticléricale, mais bien de manière séparée, selon le clivage de classe et les idéologies socio-économiques correspondantes. Il apparaît d'ailleurs très clairement aujourd'hui qu'il n'y a jamais eu de quelconque 'pilier' ou 'bloc' laïque, regroupant les organisations socialistes et libérales autour des associations laïques et de la franc-maçonnerie⁽³²⁾. Aussi, si la présence des catholiques au pouvoir pendant trente ans a pu donner lieu à la conclusion de cartels électo-

raux (en 1912, après l'opposition commune des libéraux et des socialistes au bon scolaire du ministre F. Schollaert en 1911) entre socialistes et libéraux, ce semblant d'unité masquait cependant des dissensions socio-économiques de plus en plus nettes entre les Gauches laïques, qui apparaîtront surtout après l'échec du cartel de 1912.

Néanmoins, les efforts déployés par les élites socialistes pour modérer l'anticléricalisme foncier du POB - ce qui les amènera à prononcer le 'divorce officiel' entre le socialisme et la libre pensée en 1913 - restèrent sans résultat. Au contraire, la défense des valeurs laïques constitue un axe majeur de l'action quotidienne et militante des socialistes belges. De fait, la base se mobilise en nombre - au côté des radicaux - notamment au sein des syndicats enseignants et des associations laïques pour combattre les lois scolaires catholiques (en 1895 et en 1911) et pour défendre les intérêts de l'école publique et laïque: reprise de l'enseignement par l'Etat, laïcisation complète de l'enseignement, refus de tout financement public des écoles libres, etc.⁽³³⁾ Aussi, à la veille de la Première Guerre mondiale, un divorce latent s'installe entre les instances supérieures du POB, soucieuses de tempérer l'anticléricalisme du parti, et sa base militante, surtout en Wallonie, restée très attachée aux principes rationalistes.

Conclusion

Le socialisme belge est bien né en osmose avec la libre pensée et la philosophie rationaliste du 18e, renforcée par le positivisme et le matérialisme du 19e siècle. Il faut dire que l'Eglise apparaissait aux yeux de nombreux socialistes comme l'alliée naturelle du capitalisme et de l'ordre établi. Il nous paraît néanmoins exagéré d'affirmer que les socialistes belges ont basculé d'un seul bloc dans un athéisme antireligieux: à côté d'athées professant parfois un militantisme irréligieux, on trouve des agnostiques sincères ou plus simplement des indifférents vis-à-vis du fait religieux. Quoi qu'il en soit, cette symbiose originelle, renforcée par la présence des catholiques au pouvoir et par le rapprochement opéré entre le socialisme et le radicalisme au cours des années 1885-1894, imprègne la définition que le POB donne du socialisme, considéré sous l'angle d'une émancipation tant matérielle que morale de la société. Bien plus, cette symbiose range les socialistes parmi les principaux défenseurs des valeurs laïques (séparation Eglise/Etat, liberté de conscience etc.) notamment dans le domaine scolaire: défense de l'école publique, laïcisation complète de l'enseignement, opposition à l'expansion de l'école libre et refus catégorique de tout financement public du réseau libre etc. Certains libres penseurs socialistes ont même prôné une morale scolaire et une pédagogie dégagées de tout dogme, uniquement basées sur la raison et les sciences positives. C'est ce type d'enseignement qui fut expérimenté à l'Orphelinat rationaliste de Forest, sous l'égide de la libre pensée.

Mais, depuis l'entrée des socialistes au Parlement en 1894 et surtout depuis le développement de la démocratie-chrétienne au cours des années 1890, les élites socialistes cherchèrent - tout au long du processus d'élargissement du droit de vote - à atténuer les alliances avec les libéraux et à tempérer l'anticléricalisme du POB, principalement pour ne pas effrayer l'électorat ouvrier chrétien (surtout en Flandre). Ainsi, un Vandervelde par exemple, se servit de la doctrine d'Erfurt pour justifier la séparation entre le socialisme et la libre pensée dont le militantisme quelque peu antireligieux heurtait la foi des ouvriers chrétiens. De même, au niveau de

la politique scolaire, certains cadres dirigeants du POB se mirent à prôner une neutralité stricte de l'école publique, le respect de la liberté d'enseignement, et sur le plan des subsides, ils se dirent prêts - au sortir de la Première Guerre mondiale - à accepter un financement des écoles libres en échange d'une 'trêve scolaire'. Enfin, concernant la laïcité scolaire, ces cadres dirigeants se sont plus particulièrement efforcés de substituer à la morale positive, une morale neutre, constituée de valeurs indiscutées et communes, respectant la liberté de conscience et les croyances de tout un chacun, étrangère à toutes convictions philosophiques et politiques.

Que ce soit par opportunisme électoral pour les réformistes, par souci de se concilier la démocratie-chrétienne pour les sociaux-démocrates, ou par réduction de la religion à un reflet des rapports de production pour les marxistes, le POB a bien opéré une courbe rentrante au tournant du siècle, en se centrant davantage sur la lutte des classes. Subsiste néanmoins une certaine forme d'anticléricalisme de type marxiste, qui s'efforce de dénoncer la collusion entre l'Eglise et le Capitalisme, afin précisément de combattre la démocratie-chrétienne sur son propre terrain. Du reste, les élites socialistes tenteront également de conférer un caractère nettement plus social que philosophique à la question scolaire: désormais la revendication de l'instruction obligatoire et de ses corollaires sociaux - gratuité complète, réglementation du travail infantile, entretien par les pouvoirs publics des enfants pauvres fréquentant les écoles (mise en place de cantines, vestiaires et colonies scolaires) - sont placés au centre de la politique scolaire suivie par le POB.

Toutefois, cette politique d'ouverture 'pluraliste' menée par l'élite du pilier socialiste se heurta constamment à un anticléricalisme militant,

bien présent au niveau d'une base qui continue à se réclamer de la libre pensée et du rationalisme, ceci principalement en Wallonie. Ainsi, en 1921, la politique scolaire d'apaisement suivie par J. Destrée, alors ministre des Sciences et des Arts, suscita la colère des enseignants socialistes et des associations laïques au sein desquelles militaient encore de nombreux socialistes⁽³⁴⁾. Dès lors, on peut se demander si les principales organisations du pilier socialiste ainsi que les associations laïques n'ont pas toujours freiné le processus de 'pacification scolaire', gênant les instances supérieures du parti, les forçant chaque fois à revenir à un peu plus de rigueur doctrinale? Ces 'tensions' latentes entre l'attitude modérée de certains cadres du parti et le comportement nettement plus radical de sa base semblent par ailleurs avoir orienté sous une forme ou une autre, du moins dans la partie francophone du pays, la politique scolaire du socialisme belge.

(1) B. GROESSENS, *Socialisme et enseignement en Belgique. Fin XIX^e-début XX^e siècle: genèse d'une idéologie scolaire réformiste*, UCLouvain-la-Neuve, mémoire de licence, 1997, 206p. Nous nous bornons ici à étudier l'influence de la libre pensée au sein de l'idéologie scolaire du socialisme belge. L'aspect plus proprement social - obligation scolaire etc. - de cette idéologie n'est donc pas abordé.

(2) Les antiautoritaires, partisans de l'abstention politique et d'un mouvement ouvrier fédéraliste, prônent l'abolition révolutionnaire de l'Etat et l'organisation de la société par le truchement de la libre association. Au contraire, les autoritaires considèrent la conquête politique de l'Etat comme une étape nécessaire menant à l'avènement du socialisme. Cette tendance connaît à son tour deux variantes: l'une révolutionnaire, aspirant à des modifications structurelles en déclenchant une révolution prolétarienne, l'autre réformiste ou social-démocrate, souhaitant accéder au socialisme par une démocratisation graduelle et pacifique du régime libéral.

(3) *Parti Ouvrier Belge. Compte rendu du Congrès extraordinaire tenu à Bruxelles, les 25 et 26 décembre 1893 et du X^e Congrès annuel tenu à Quaregnon les 25 et 26 mars 1894*, Bruxelles: Veuve Brismée, 1894, pp. III-IV.

- (4) Sur les relations entre la libre pensée et le socialisme, on verra notamment: A.-H. KITTEL, Le rôle de l'anticléricisme dans le développement de la gauche belge. Dans: *Socialisme*, IX(1962)53, pp. 635-646; E. WITTE, De Belgische vrijdenkersorganisaties (1854-1914). Ontstaan, ontwikkeling en rol. Dans: *Tijdschrift voor de Studie van de Verlichting*, V(1977)2, pp. 190-196; C. DEMUYNCK, De socialistische vrijdenkersbeweging in Vlaanderen: 1880-1930. Dans: H. DETHIER et H. VANDENBOSSCHE, *Woordenboek van Belgische en Nederlandse Vrijdenkers I*, Bruxelles: VUB, 1979, pp. 237-254; J. PUISSANT, Démocratie, socialisme, anticléricisme et inversement. Dans: J. MARX (ed.), *Aspects de l'anticléricisme du Moyen Âge à nos jours. Hommage à Robert Joly*, Bruxelles: éd. de l'Univ., 1988, pp. 136-147 (Problèmes d'Histoire du Christianisme, 18); 1789-1989. 200 ans de libre pensée en Belgique, Charleroi: CAL, 1989, pp. 35-42; A. MORELLI, Libre pensée et socialisme dans le Journal de Charleroi. Dans: A. MIROIR (éd.), *Laïcité et classes sociales. 1789-1945. Hommage à J. Bartier*, Bruxelles: CAL, 1993, pp. 67-79; J. TYSENS et E. WITTE, *De Vrijzinnige traditie in België. Van getoelereerde tegencultuur tot erkende levensbeschouwing*, Bruxelles: VUB-Press, 1996, pp. 71-88.
- (5) *Liber Memorialis des fêtes du cinquantenaire de la fondation de la Libre Pensée de Bruxelles, 1863-1913*, Ixelles-Bruxelles: H. Kumps-Robyn, 1913, p. 53.
- (6) J. PUISSANT, *Démocratie, socialisme* [...], pp. 138-141.
- (7) Sur ces intellectuels issus de l'ULB, qui jouèrent tous un rôle important au sein de la libre pensée, de l'AIT et du POB, voir J. BARTIER, Proudhon et la Belgique. Dans: *Libéralisme et Socialisme au XIX^e siècle. Etudes rassemblées par G. Cambier*, Bruxelles: Ed. de l'Univ., 1981, pp. 134-177 et ID., *Etudiants et mouvements révolutionnaires au temps de la Première Internationale*. Dans: *Libéralisme* [...], pp. 177-207.
- (8) A. MOMMEN, Een aspect van het reformisme: De Belgische Werkliedenpartij en haar liberale connectie (1889-1894). Dans: *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, V(1974)3-4, pp. 273-338.
- (9) *Parti Ouvrier Belge. Compte rendu du Congrès extraordinaire* [...], pp. 9-10. Il serait intéressant d'étudier plus en détails les préoccupations intellectuelles, esthétiques et morales du POB (cf. J. DESTREE et E. VANDERVELDE, *Le socialisme en Belgique*, Paris: V. Girard-E. Brière, 1898, pp. 247-254).
- (10) Par exemple, le POB prit plusieurs fois la défense d'enseignants révoqués à cause de leurs convictions socialistes (ce fut le cas de C. Demblon, J. Lekeu, H. Roger, etc.). De même, les socialistes dénoncèrent l'interdiction formelle faite au corps professoral d'assister à des enterrements civils.
- (11) *Le Peuple*, 14.02.1895.
- (12) B. GROESSENS, *Socialisme et enseignement* [...], pp. 93-98 et 133-137.
- (13) Bien que cet anticléricisme n'implique pas automatiquement un militantisme anticatholique, certains se sont livrés à une propagande anti-religieuse assez nette: I. DE NEEF, *Propagande rationaliste. Athéisme. Déisme-Gatisme. Esquisse philosophico-sociale dédiée à la libre pensée et au prolétariat intellectuel à l'occasion de la soi-disant banqueroute de la science*, Bruxelles, 1895; J. DES ESSARTS, *La religion et la loi scolaire*, Bruxelles: Lebègue, 1895, 37p.. Une mention spéciale doit être faite pour E. HINS qui publie au cours du premier quart du 20^e siècle de nombreuses brochures antireligieuses presque toutes éditées dans *La Bibliothèque de la Pensée* (cf. M. MAYNE, *Eugène Hins. Une grande figure de la première Internationale en Belgique*, Bruxelles: Académie Royale de Belgique. Classe des lettres, 1994, pp. 242-245).
- (14) H. DENIS, *La morale rationaliste*, Bruxelles: administration de *La Raison*, 1895, p. 17. Les nombreux discours et publications d'H. Denis sur la morale positive, d'une grande qualité intellectuelle, ont été réunis après sa mort (cf. *Discours philosophiques d'H. Denis avec préface de G. De Greef*, Paris: V. Girard-E. Brière, 1919). Sur l'enseignement de la morale indépendante en Belgique, on verra J. LORY et A. TIHON, *L'enseignement de la morale indépendante en Belgique (19^e-20^e siècle)*. Dans: *Variations sur l'éthique. Hommage à J. Dabin*, Bruxelles: Publications des Facultés Universitaires Saint-Louis, 1994, pp. 217-262.
- (15) "La méthode de l'école laïque est de faire travailler toujours le raisonnement, d'accoutumer l'esprit à observer, à rattacher les effets à leurs causes. Cette éducation communique [...] l'habitude de trouver la lumière en soi. La méthode cléricalle consiste dans l'emploi abusif de la mémoire, qui laisse la raison dormir, et condamne l'homme futur à attendre toujours du dehors un guide ou une impulsion pour le diriger", I. GATTI DE GAMOND, *Ecoles laïques et écoles congréganistes*. Dans: *Education-Féminisme. Edité par les soins d'H. Denis et d'E. Hins*, Paris-Bruxelles: V. Girard-E. Brière, 1907, p. 147.
- (16) *Manifeste aux amis de l'instruction et du progrès. Pour la diffusion des principes, méthodes et procédés de l'éducation intégrale*, Gand, 1893, pp. 2-3.
- (17) Cf. notamment J. LORY, *Libéralisme et instruction primaire. 1842-1879. Introduction à l'étude de la lutte scolaire en Belgique II*, Louvain: Presses Univ., 1979, pp. 548-570.
- (18) Cf. M. DOMMANGET, *Les grands socialistes et l'éducation: de Platon à Lénine*, Paris: A. Colin, 1970, 469p. (Collection U).
- (19) *Rapport sur l'enseignement intégral par la section*

- bruxelloise, Bruxelles, 1868, 12p. Sur P. Robin - qui fut membre des Solidaires (1865-1869) et de la section bruxelloise de l'AIT - voir principalement C. DEMEULENAERE-DOUYERE, *Paul Robin (1837-1912), un militant de la liberté et du bonheur*, Paris, 1994.
- (20) Cf. M. MULLE, *L'éducation rationaliste telle qu'elle est donnée à l'Orphelinat rationaliste de Forest. Rapport présenté au Congrès international de la libre pensée tenu à Lisbonne*, Bruxelles, 1913, 23p. Sur l'Orphelinat rationaliste, voir M. GOLDBERG et A. PIRLOT, *346 chaussée d'Alsemberg. Histoire de l'Orphelinat rationaliste de Forest*, Bruxelles: Espace de Libertés, 1996, 148p.
- (21) Cf. P. MOUREAUX, *Le socialisme et la laïcité. Dans: 1885-1985. Du Parti-Ouvrier Belge au Parti Socialiste*, Bruxelles: Labor, 1985, pp. 234-236; J. LECLERCQ-PAULISSEN, *Le socialisme et l'école. Dans: 1885-1985 [...]*, pp. 282-295; J. TYSENS, *Strijdpunt of pasmunt? Levensbeschouweljk links en de schoolkwestie, 1918-1940*, Bruxelles: VUB-Press, 1993, pp. 86-91.
- (22) Cf. E. VANDERVELDE, *Le Parti Ouvrier et la religion, Bruxelles: Le Peuple*, 1898, 16p. et ID., *Essais socialistes. L'alcoolisme, la religion, l'art*, Paris: Alcan, 1906, 264p.
- (23) E. VANDERVELDE et L. BERTRAND, *Les socialistes dans le récent débat scolaire*, Gand: société coopérative "Volksdrukkerij", 1910, p. 51.
- (24) E. VANDERVELDE et L. BERTRAND, *Les socialistes dans le récent [...]*, pp. 68-69.
- (25) Cf. notamment: Th. DAUMERS, *Education morale et civique. Nos devoirs*, Bruxelles: Lebègue, 1897, 216p.; B. BOUCHE, *L'éveil d'une conscience*, Bruxelles: Lebègue, 1908, 231p.; F. CHRISTIAENS, *De morale der onzijdige school*, Anvers, 1911.
- (26) J. DESTREE, *Socialisme et anticléricalisme. Dans: Semailles. Essais*, Bruxelles: Lamartin, 1913, pp. 107-108.
- (27) H. DE MAN et L. DE BROUCKERE, *Le mouvement ouvrier en Belgique. Un aspect de la lutte des tendances socialistes par H. De Man et L. De Brouckère. Traduit de l'allemand par R. Deprez et présenté par M. Szeinberg*, Bruxelles: Fondation Joseph Jacquemotte, 1965, pp. 84-97.
- (28) Conseil général. Séance du 18 juin 1902; Conseil général. Séance du 25 juin 1902; Conseil général. Séance du 15 juin 1904; IEV/Conseils généraux et Bureaux/1898-1904 (notes manuscrites); Conseil général. Séance du 11 décembre 1907; Conseil Général. Séance du 5 juillet 1911; IEV/Conseils généraux et Bureaux/1904-1911.
- (29) "L'Eglise s'est emparée de la direction morale et intellectuelle du pays. La lutte contre elle est nécessaire, inévitable. [...] Il faut se servir de la science, opposer notre morale à celle de l'Eglise [...] La lutte contre l'Eglise s'impose et peut être pratique: populariser l'enseignement des sciences; enseigner une morale purement humaine, sans dogme [...]", H. Denis à la réunion du Conseil général du 25 juin 1902 (matin). Dans: IEV/Conseils généraux et Bureaux/1898-1904.
- (30) Séance du Bureau 26 octobre 1912; Conseil général. Séance du 11 décembre 1912; Conseil général. Séance du 8 janvier 1913; Conseil général. Séance du 15 janvier 1913; IEV/Conseils généraux et Bureaux/1911-1919.
- (31) R. DE GROOF et J. TYSENS, *De partiële pacificatie van de schoolkwestie in het politiek compromisproces na de eerste wereldoorlog (1918-1919)*. Dans: *Revue Belge de Philologie et d'Histoire*, LXVI(1988)2, pp. 268-295; J. TYSENS, *Strijdpunt of pasmunt [...]*, pp. 94-120.
- (32) Cf. E. WITTE, *De specificiteit van het "verzuilingsproces" langs vrijzinnige zijde. De inbreng van de historische dimensie*. Dans: *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, XIII(1982)1, pp. 23-58; J. TYSENS, *L'organisation de la laïcité en Belgique*. Dans: A. DIERKENS (ed.), *Pluralisme religieux et laïcités dans l'union européenne*, Bruxelles: Ed. de l'Univ., 1994, pp. 56-69 (Problèmes d'histoire des religions, 5/1995); J. TYSENS et E. WITTE, *De Vrijzinnige traditie in België [...]*, pp. 145-149.
- (33) *Parti Ouvrier Belge. Compte rendu du X^e Congrès annuel tenu à la salle du Werker à Anvers les 14 et 15 avril 1895*, Bruxelles: Veuve Brismée, 1895, pp. 51-56; *Parti Ouvrier Belge. Compte rendu du XXVI^e Congrès annuel tenu les 12, 13 et 14 avril 1911 à la Maison du Peuple de Bruxelles*, Bruxelles: Veuve Brismée, 1911, pp. 25-45.
- (34) H. HASQUIN, *Jules Destrée et la paix scolaire. Aux origines des démêlés du socialisme avec les associations laïques*. Dans: *Problèmes d'histoire du christianisme*, IX(1980), pp. 189-208; R. DE GROOF, *Het onderwijsbeleid van Jules Destrée als deelproject van de schoolpolitieke compromisvorming (1919-1921)*. Dans: *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, XX(1989)1-2, pp. 141-180. Sur l'opposition des organisations du pilier socialiste durant l'entre-deux-guerres, voir J. TYSENS, *Strijdpunt of pasmunt [...]*, pp. 120-138.

5 Centimes

LA BATAILLE

5 Centimes

CONDITIONS D'ABONNEMENTS
à LA BATAILLE

Organe hebdomadaire de la Démocratie
Par an . . . 6 fr. | Par semestre 3 fr. 25
Par trimestre 1 fr. 75 | Par mois . . . 0 fr. 65
Pour l'Étranger, port en sus.

SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ

LA BATAILLE, ORGANE SOCIALISTE BI-HEBDOMADAIRE

Rédaction et Administration : 59, rue de Fer, Namur.

Ce Supplément est adressé gratuitement à tous les abonnés de *La Bataille*.
INSÉRIATIONS ANNONCES
La petite ligne, 0,10 | les lignes, la lig. 0,75
On traite à forfait pour les annonces à insérer plusieurs fois.

CÉSAR DE PAEPE

Le 12 juillet est une date que doivent fêter les socialistes des Deux Mondes, c'est l'anniversaire de la naissance de César De Paepe, l'éminent théoricien qui anima l'*Internationale* au collectivisme et le chef incontesté du socialisme belge.

Si le nom de César De Paepe est universellement connu, combien ignorent parmi les propagandistes du Parti Ouvrier, sa vie toute de dévouement et d'étude, ses admirables qualités de *humble et d'abnégation*. On peut dire que pas une minute de sa vie ne s'est écoulée sans qu'elle ait été employée à l'amélioration des classes ouvrières et à la recherche de la vérité.

On pourrait graver sur la tombe de l'admirable penseur, cet extrait d'une lettre qu'il nous écrivait et qui résume en quelques mots, quel a été le but de toute sa vie.

« Durant ma vie d'étudiant, d'ouvrier typographe, de médecin et de publiciste, deux choses m'ont toujours préoccupé : 1° la vérité scientifique où quelle se trouve et qu'elle entraîne comme résultats; on m'a parfois considéré comme un sectaire, c'est à tort, car rien n'est plus contraire à la tendance de mon esprit, car j'ai suis prêt à me soumettre à tout, absolument à tout ce que la science positive démontre, vint-elle détruire mes illusions les plus chères, contrecarrer mes opinions ou mes sentiments les plus intimes; 2° le bien de mes semblables, et surtout l'intérêt de la classe la plus nombreuse et la plus sacrifiée, de la classe ouvrière, à laquelle j'appartiens corps et âme, par le milieu dans lequel j'ai été élevé, par les liens du sang, par mes habitudes et mes mœurs, par ma vie toute entière. »

César De Paepe naquit à Ostende, le 12 juillet 1842, d'une famille de petits bourgeois. Son

père était employé administratif, sa mère descendait d'une vieille famille de noblesse flamande, les Ysbraent de Moere, que la pauvreté avait frappé. Le second d'une nombreuse famille, il fut envoyé à l'âge de 12 ans, au collège des jésuites, à Bruxelles, où il fit ses humanités. A 18 ans, il obtint, à l'Université libre de Bruxelles, le diplôme de candidat en philosophie et entra à l'école de droit.

à César De Paepe, à qui ce travail, qui lui laissa à un peu de temps, permit de continuer ses études. Il renonça alors au droit et suivit le cours de candidature en sciences naturelles, tout en donnant des leçons et des répétitions aux élèves de l'Athénée et de l'Université. C'est à cette époque qu'il fit la connaissance d'Hector Denis, De Gosef, Janson, Robert, toute cette brillante pléiade qui,

quelques années plus tard, devait se mettre à la tête du mouvement démocratique en Belgique.

Dans l'entretemps, De Paepe s'était marié et était devenu père de famille; c'est assez dire que l'ouvrier étudiant dut travailler dur et passer bien des nuits pour subvenir aux besoins des siens. Il commit à cette époque la mésère et les privations, vaillamment supportées d'ailleurs par lui et sa compagne, qui pendant ce temps travaillaient comme de véritables tailleurs.

Trois ans après, il obtint, au concours, une place d'interne des hôpitaux civils de Bruxelles; il quitta alors la typographie.

A 29 ans, il s'enrôla comme médecin-adjoint dans l'armée belge et fut envoyé avec le corps d'observation sur la frontière française, dans le Luxembourg, où les blessés français et allemands, après la terrible bataille de Sedan, purent apprécier son dévouement.

Pendant cette période mouvementée, le jeune médecin militaire n'oubliait pas la propagande socialiste, et dans nombre de villages de la frontière, on entendit souvent sa parole ardente et convaincue. Aussi, le gouvernement belge pria-t-il César De Paepe de renoncer

à la carrière militaire, nos compatriotes se laissant facilement séduire par l'autorité de cet officier qui venait leur parler de justice, d'égalité et de bonheur.

De retour à Bruxelles, il eut la douleur de perdre sa femme, Henriette Brismée, au moment où des jours plus heureux se préparaient pour le jeune ménage. César De Paepe restait seul avec deux enfants. Malgré tous ces obstacles, il fut



Dernier portrait de CÉSAR DE PAEPE

(D'après une photographie faite quelques jours avant son départ pour Cambray.)

Il se destinait alors au barreau. A la mort de son père, il abandonna ses études et apprit la typographie chez Désiré Brismée, le vaillant et dévoué socialiste, dont il devint peu de temps après épouser une des filles. Il travailla successivement dans les ateliers de MM. Vanderauwera, Mertens et Lacroix-Verhoekhoven.

Broadhon, le célèbre économiste, habitait alors Bruxelles; il confia la correction de ses ouvrages

De sympathie van César De Paepe voor het positivisme zou hoe dan ook ondergeschikt blijven aan zijn socialistisch engagement